

DEPARTEMENT
NORD
CANTON
ST AMAND RIVE DROITE
COMMUNE
HASNON

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Envoyé en préfecture le 25/09/2025

Reçu en préfecture le 25/09/2025

Publié le

ID : 059-215902842-20250925-25092025_95-AR

2025-63
S'LO

ARRÊTÉ DU MAIRE

Portant sur la réglementation du démarchage à domicile

Le Maire de HASNON,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2212.1 et suivants,

Vu le Code de la Consommation et notamment ses articles L121-1 à L121-7,

Vu le Code Pénal et notamment son article R610-5,

Considérant la régularité de l'activité de démarchage à domicile sur le territoire de la Commune de HASNON,

Considérant qu'il est nécessaire de protéger les citoyens en particulier les plus vulnérables d'entre eux, contre les pratiques commerciales déloyales, trompeuses ou agressives telles qu'elles sont définies par le Code de la Consommation,

Considérant qu'il convient de protéger la santé et la tranquillité publique,

Considérant qu'il appartient à l'autorité municipale d'assurer la tranquillité publique et de prescrire toutes mesures appropriées,

AR R E T E

Article 1 : Autorisation de démarchage

Afin de préserver la tranquillité des habitants et de maintenir l'ordre public, le démarchage et toute prospection à domicile sont interdits sur le territoire communal à compter de ce jour, sauf autorisation exceptionnelle de la commune. Toute société qui démarchage à domicile sur le territoire de la commune doit effectuer une demande auprès des services de la mairie avant de commencer sa prospection.

Article 2 : Déclaration de démarchage

La pratique du démarchage est autorisée sous réserve que les intervenants remplissent la déclaration disponible en mairie et sur le site internet de la commune accompagné des documents suivants :

- Un extrait K-bis de moins de 3 mois,
- Les cartes professionnelles des agents exerçant
- Une pièce d'identité des agents exerçant
- Le numéro de téléphone des démarcheurs
- L'immatriculation des véhicules des agents prospectant
- Les secteurs de la commune visés
- La durée de leurs interventions

Toute personne ne présentant pas les documents cités se verra interdit de toute prospection sur le territoire de la commune.

Article 3 : Les habitants qui s'estiment victimes de pratiques commerciales déloyales ou agressives OU encore d'usurpation manifeste d'identité de la part des démarcheurs sont invités à prendre contact avec la Police Nationale.

Tout démarchage non déclaré fera l'objet d'une interruption d'activité sur la commune. Les prospecteurs s'exposent à une contravention.

Article 4 : Le fait d'avoir déclaré une prospection n'autorise en aucun cas le mandataire à se déclarer accrédité par la commune pour démarcher les particuliers.

Article 5 : Les contraventions au présent arrêté seront constatées par procès-verbaux et poursuivies conformément aux lois et règlements.

Article 6 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de son affichage ou de sa publication.

Article 7 : Les services de la Police, Monsieur le Maire d'HASNON sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à HASNON, le 25 Septembre 2025



Le Maire,

André DESMEDT